

Le métayage d'élevage au Mexique. Colonisations foncières et dynamiques d'une institution agraire dans l'histoire contemporaine

Share breeding in Mexico. Land colonization and dynamics of an agrarian system in contemporary history

Hubert Cochet

Professeur d'agriculture comparée à AgroParisTech

Éric Léonard

Chargé de recherche à l'IRD, unité de recherche « Dynamiques socio-environnementales et gouvernance des ressources »

Bernard Tallet

Professeur de géographie, université Paris 1-Panthéon-Sorbonne, UMR PRODIG

Résumé

Très répandu avant la révolution, puis largement passé sous silence ou nié pendant le processus de réforme agraire, le métayage s'est à nouveau développé au Mexique à partir des années cinquante, sous une forme renouvelée : le bail à cheptel. Ce nouveau rapport social est devenu caractéristique des fronts pionniers de l'élevage bovin-viande dans une grande partie des régions tropicales, notamment sur la façade atlantique du pays, mieux arrosée et plus propice à la croissance de l'herbe. Contrairement au métayage classique, caractérisé par le monopole exercé sur le foncier par le grand propriétaire, cette forme de métayage d'élevage s'est appuyée sur une inversion du rapport de propriété (*reverse tenancy*). Trop faiblement dotés de moyens de production, la majorité des bénéficiaires des programmes de colonisation a en effet été contrainte de faire appel à de grands éleveurs pour se procurer le bétail nécessaire à la mise en valeur des terres qui lui avaient été allouées, contre paiement de la moitié du produit au propriétaire du bétail. La généralisation des baux à cheptel révèle ainsi une certaine continuité dans les rapports de force entre les composantes du monde rural, au-delà de la réforme agraire : la propriété foncière est devenue une composante secondaire de ces rapports, tandis que la maîtrise du capital assied l'hégémonie du propriétaire du cheptel vif.

Abstract

Share cropping, a widespread practice before the revolution, which then was no longer talked about or was even denied during the process of agrarian reform, has been developing again in Mexico since the 1950s, in a revised form: cattle leasing. The resulting new social relationship has become characteristic of pioneer fronts of beef cattle breeding over a large portion of the tropical regions, particularly near the country's Atlantic coastline, receiving higher rainfall and more favourable for pasture to grow. In contrast to the classic form of share cropping, characterized by a monopoly the large-scale property owners exert over land, this version operates under a system of reverse tenancy. Most farmers benefiting from colonization programmes possessed insufficient means of production and were compelled to call upon the large-scale stock-breeders to provide them with the cattle necessary

to develop the land they were allocated, in exchange for payment of half the proceeds to the livestock owner. The spread of cattle leasing therefore reveals a certain continuity in the balance of power between the different components of the rural society, persisting beyond the agrarian reform. Land ownership has become a secondary component in these interrelationships, whereas control over capital is now the important factor and is the basis of the livestock owners' hegemony.

Mots-clef Métayage, élevage bovin, front pionnier, Mexique.

Key words *Share cropping, cattle breeding, pioneer front, Mexico.*

Qu'il s'agisse des périodes historiques marquées par la figure de l'hacienda toute puissante, de celle de la réforme agraire post-révolutionnaire, qui s'est étalée sur plus de 75 années, ou de la période contemporaine, le métayage – ou contrat à part de fruits – pourtant omniprésent dans l'histoire agraire du Mexique, n'a que récemment attiré l'attention des chercheurs (Colin, 2003). C'est ainsi que l'on a trop souvent limité les rapports sociaux prérévolutionnaires au simple face-à-face grand propriétaire – *peón* alors que le faire-valoir indirect jouait aussi un rôle majeur dans un grand nombre d'*haciendas* (Morin 1979 ; Brading, 1988 ; Cochet, 1993 ; Tortolejo, 1997 ; Colin, 2000). Plus tard, et alors que le Mexique s'engageait dans un long (1915-1992) et complexe processus de réforme agraire, les métayers ne furent jamais reconnus en tant que tel comme sujets de droit agraire et, à ce titre, bénéficiaires potentiels d'une dotation foncière. Pourtant, bien que proscrit par la législation régulant l'usage des terres distribuées dans le cadre de la réforme agraire, le métayage a fait l'objet de pratiques largement répandues dans les *ejidos* dans la plupart des régions du pays (Colin, 2000 et 2003 ; Gledhill, 1991 ; Léonard, 1995 ; Morett, 1992 ; Mummert, 1987).

La libéralisation des transactions agraires, entreprise au Mexique depuis 1992, a fait éclater au grand jour les formes multiples du faire-valoir indirect contemporain. Diverses formes de métayage où celui qui possède la terre (le bénéficiaire de la réforme agraire) se retrouve dans une situation de dépendance vis-à-vis du preneur qui, lui, est capable d'apporter à l'association tout ou partie des avances aux cultures, du capital fixe, du savoir-faire technique et des réseaux de commercialisation ont été récemment étudiées (Colin, 2003). L'élevage bovin, notamment celui consacré aux races à viande, n'a pas échappé à ce foisonnement de contrats de différentes natures, établis notamment entre le possesseur du cheptel vif et celui qui est en mesure d'apporter la terre, et donc les ressources fourragères, autant que sa force de travail. Les formes de faire-valoir indirect associées à l'élevage bovin, et en particulier à ses mécanismes de diffusion socio-spatiale, ont cependant moins attiré l'attention des chercheurs et des experts que les pratiques qui avaient cours dans l'agriculture (voir Feder, 1982).

Cet article propose une analyse de l'origine et de la signification des contrats d'élevage bovin-viande à part de fruits dans les régions tropicales du Mexique. Après avoir rappelé le rôle du métayage dans l'histoire agraire du Mexique et dans la dynamique d'expansion de l'élevage bovin-viande dans les régions tropicales,

nous analyserons le rôle structurant des baux à cheptel dans la progression du front pionnier du sud de l'État de Veracruz et leurs transformations récentes.

1 Bétail bovin et contrats à part de fruits dans l'histoire agraire du Mexique

Omniprésents dans les haciendas du Mexique préévolutionnaire, notamment dans sa région centrale, les contrats à part de fruits mettaient toujours en scène le grand propriétaire, détenteur du monopole sur le foncier d'une part, un tenancier précaire fournissant au processus de production son travail, d'autre part. La participation du propriétaire à la constitution de l'attelage (en particulier les bœufs de trait, l'araire étant le plus souvent à la charge du tenancier) et, éventuellement, à la fourniture des semences et de certaines avances monétaires, distinguait ce type de contrat d'un simple fermage, et la part de récolte revenant au propriétaire, d'une simple rente foncière.

De part et d'autre de l'Altiplano, dans les montagnes comparativement moins peuplées des versants pacifique et atlantique, le « tropique mexicain » a connu dans la deuxième moitié du XIX^e siècle un mouvement de migrations paysannes à la fois spontanées et déjà encouragées par le régime de Porfirio Díaz. Dans ces écosystèmes encore largement boisés et où la culture attelée légère côtoyait généralement l'agriculture manuelle sur abattis-brûlis, les rapports sociaux noués entre détenteurs du foncier et travailleurs de la terre allaient réserver au bétail bovin un statut quelque peu différent.

En effet, au-delà du moyen de travail constitué par la force de traction, le bétail bovin y constituait fréquemment un moyen de production en tant que tel, les ressources fourragères autorisant un accroissement du bétail au-delà de la simple reproduction de la puissance de traction, au demeurant moins systématiquement sollicitée que dans les haciendas et ranchos de l'Altiplano. Tandis que de vastes régions voyaient se développer l'élevage bovin, notamment pour approvisionner en animaux de traction le Mexique central, l'accès aux résidus de récolte (cannes et feuilles de maïs constituant alors une ressource clé pour franchir sans encombre la saison sèche) et les modalités de leur partage sont passés au premier plan des négociations et conflits entre propriétaire et métayer. Nouvelle source d'accumulation potentielle, le bétail restait concentré entre les mains du « patron » aussi longtemps que le partage inégalitaire des résidus de récolte (pâturé au champ, donc au prorata des effectifs respectifs du propriétaire et du métayer) interdisait au paysan cette voie d'accumulation (Cochet, 1993). L'enjeu porté dès cette époque par l'appropriation, et donc le partage, des ressources fourragères préfigurait alors ce qu'allait devenir le métayage d'élevage dans les régions tropicales du Mexique où l'élevage à viande allait connaître un essor sans précédent dans la deuxième moitié du XX^e siècle.

Entre-temps, la révolution mexicaine et les premières décennies de réforme agraire constituent une période pour laquelle il est malaisé de suivre avec

précision les évolutions des contrats agraires. D'ailleurs, en s'en tenant à ne répertorier que deux catégories de producteurs – les « agriculteurs » (les grands propriétaires) d'une part, les ouvriers agricoles (*peones*) de l'autre – les premiers recensements démographiques réalisés en 1895 et 1910 passent sous silence l'existence de toutes les autres catégories d'exploitants – fermiers, métayers, et petits tenanciers –, malgré la spécificité des rapports sociaux les concernant et leur poids démographique relatif. L'État post-révolutionnaire fera de l'ouvrier agricole attaché au grand domaine, le *peón*, le principal « sujet » de droit agraire bénéficiaire potentiel de la réforme agraire. Même si, parmi ceux que l'on considérerait comme de simples ouvriers agricoles, beaucoup étaient liés à leur patron par un contrat *a medias*, la seule référence faite au métayage par la nouvelle législation foncière fut plutôt celle de la prohibition (voir Colin, 2000 et 2003).

2 Dynamique d'extension de l'élevage bovin-viande et multiplication des baux à cheptel

2.1 Dans les « trous » de la réforme agraire mexicaine

Ce mouvement général de développement de l'élevage bovin-viande, a surtout lieu, dans un premier temps (décennies de 1940 à 1960), dans toutes les régions du tropique (sec et humide) encore peu concernées par la réforme agraire : espaces interstitiels où les structures de type « rancho » dominent le panorama foncier (Barragán et Linck, 1994) et larges espaces peu peuplés en voie de colonisation. Il correspond à l'accès au pouvoir central d'un secteur du mouvement post-révolutionnaire issu de la petite et moyenne bourgeoisie agraire et fortement impliqué dans les activités liées à l'élevage bovin. À partir de 1940 et jusqu'au début des années 1970, ce groupe oriente la politique de développement des zones encore peu peuplées du Tropique mexicain vers l'élevage à viande et la consolidation des structures privées de production, au détriment des secteurs paysans qui avaient fait l'objet de dotations foncières au cours des deux décennies précédentes.

Les rapports étroits qui se tissent entre l'activité d'élevage et la grande et moyenne propriété privée trouvent un fondement juridique dans les aménagements successifs de la Loi de réforme agraire, qui instaurent un statut particulier pour les terres exploitées pour l'élevage bovin. Dès 1938, au cours du mandat de Lázaro Cárdenas, pourtant grand promoteur de la réforme agraire, sont promulgués les « certificats d'inaffectabilité » protégeant durant une période de 25 ans de toute expropriation les propriétaires fonciers dédiant leurs terres à l'élevage. En 1947, des modifications légales établissent l'existence de la « petite propriété d'élevage », dont les plafonds de superficie sont déterminés par l'étendue des pâturages naturels nécessaires à l'entretien d'un troupeau de 500 bovins. Ce seuil étant établi par des commissions techniques étroitement dépendantes des pouvoirs régionaux, l'élevage (re)devient ainsi l'activité privilégiée de la bourgeoisie agraire et un outil efficace de concentration foncière.

D'autre part, les secteurs de l'élevage et de la propriété privée sont l'objet d'une focalisation des appuis techniques et financiers mis en œuvre par les pouvoirs publics. Entre 1945 et 1980, les projets de développement de l'élevage bovin se succèdent d'un gouvernement à l'autre, au bénéfice principalement des zones du Tropique mexicain (Revel-Mouroz, 1971 ; Fernández et Tarrío, 1988 ; Reig, 1982 ; Toledo, 1984 ; Szekely et Restrepo, 1988 ; Villafuerte *et al.*, 1997). Ils s'appuient sur l'essor des crédits à long terme accordés au Mexique par la Banque Mondiale, la BID et l'Alliance pour le progrès du gouvernement américain (ALPRO-AID)¹.

Pendant toute cette période, durant laquelle élevage bovin-viande rime avec grande propriété, l'extension parallèle des contrats à part de fruits met toujours en scène, d'une part, le grand propriétaire foncier en situation de monopole, y compris dans l'accès aux crédits productifs et, de l'autre, la petite paysannerie, souvent migrante et dépourvue de moyens de production. La force de travail présente sur les domaines d'élevage est ainsi souvent constituée de paysans défricheurs, chargés d'accroître les surfaces en herbes. Contre le droit qui leur est concédé de réaliser un ou deux cycles de cultures vivrières sur abattis-brûlis, ils doivent prendre en charge l'installation de la prairie, généralement en ensemençant directement les graminées fourragères sur la même parcelle, et restituer au propriétaire la prairie, ainsi, souvent, que les résidus de cultures (cannes et feuilles de maïs). Malgré la diversité des arrangements possibles, les métayers producteurs de maïs deviennent des semeurs d'herbe au service des grands propriétaires et doivent déplacer parcelle de culture et parfois maison d'habitation au rythme de la progression des pâtures sur le front pionnier, dans le cadre du domaine d'élevage d'abord et, plus largement, à l'échelle des zones de colonisation qui se déplacent en direction du sud-est.

Dans ces zones de colonisation, l'enjeu principal pour le propriétaire n'est plus tant le contrôle de la production de maïs et de ses résidus (cannes et feuilles) que l'extension rapide de la surface en herbe au détriment des espaces boisés, qui « marque » l'appropriation de l'espace. Le partage du grain passe donc au second plan (toute la récolte peut être concédée au métayer), tandis que la production de fourrage est réservée exclusivement au troupeau du propriétaire, la participation de ce dernier et celle du métayer à la fourniture des nouveaux moyens de production (semences de graminées fourragères, engrais de synthèse et éventuellement herbicides) pouvant varier d'une région à l'autre (Cochet, 1993). Bien que l'apport des parties au processus de production ainsi que les modalités de répartition de la valeur ajoutée aient donc connu d'importantes modifications depuis l'époque où le partage du grain était l'enjeu central du

1 Le montant total des crédits à l'élevage est multiplié par 7 entre 1965 et 1976, pour atteindre le total de 620 millions de dollars entre 1970 et 1976. Les zones de colonisation du « Tropique Humide », situé sur le Golfe du Mexique, captent à elles seules la moitié de ce montant (Feder, 1982, 259-260, 285-287 et 308).

contrat, le métayage demeure donc le rapport social structurant de l'expansion de l'élevage.

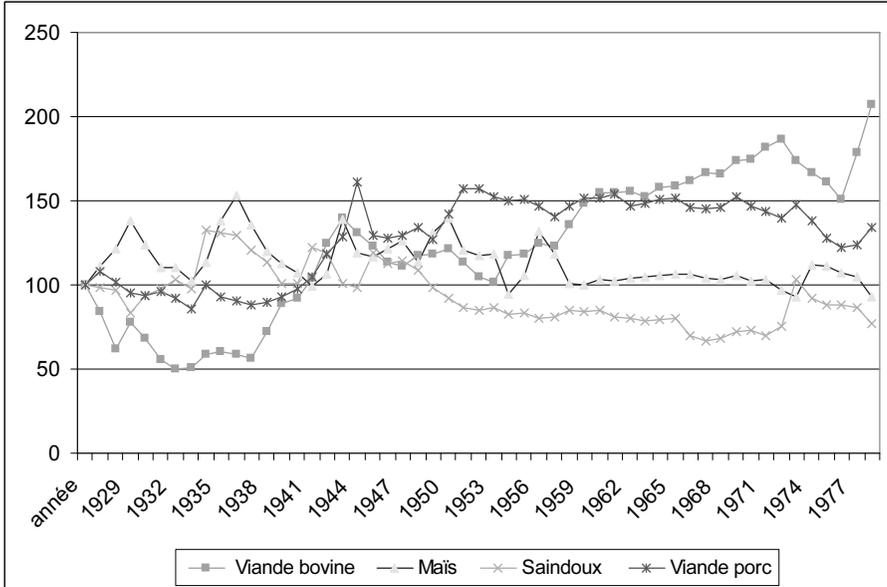
2.2 Au sein même des *ejidos*

Mais le développement de l'élevage bovin-viande n'est pas resté longtemps l'apanage des domaines non affectés par la réforme agraire ou récemment constitués dans le cadre de la colonisation des zones tropicales. La réforme agraire se poursuit durant cette période, en adoptant des formes subordonnées aux intérêts des groupes qui contrôlent la filière bovine, soit à travers la création de « colonies agricoles », dont le statut se rapproche de celui de la propriété privée de type familiale, soit à travers l'insertion *de facto* des *ejidos* nouvellement créés dans les systèmes d'élevage et d'embouche contrôlés par les grands opérateurs privés du secteur de l'élevage bovin (Léonard, 2009).

Dans les années 1960 et 1970 en effet, la réforme agraire – la procédure de dotation foncière en *ejidos* – devient l'outil privilégié de la colonisation. Environ 32 millions d'hectares sont ainsi distribués pour la seule décennie des années soixante à plus de 500 000 bénéficiaires, sous forme de parcelles ejidales d'une vingtaine d'hectares dans les zones de forêt tropicale (beaucoup plus dans les États semi-désertiques du nord du pays). L'avantage comparatif des régions tropicales humides en matière de production fourragère, l'absence manifeste d'alternatives viables dans de nombreuses régions isolées (sauf plantations pérennes financées par des crédits publics), ainsi que l'évolution favorable du prix relatif de la viande bovine, notamment par rapport au maïs et à ses formes transformées (porcs), faisaient de l'élevage bovin-viande à l'herbe une activité attractive y compris pour les petits tenanciers.

C'est pourquoi une véritable spécialisation dans l'élevage bovin-viande (plutôt naisseur sur la façade pacifique, moins propice à l'embouche en raison de la longue saison sèche, plutôt engraisseur sur la façade atlantique humide) s'est imposée dans la plupart des régions du tropique mexicain, en particulier parmi les bénéficiaires de la réforme agraire, pourtant détenteurs d'une exploitation agricole de taille modeste et qui aurait pu justifier, dans un autre contexte politique, la mise en œuvre de systèmes de production plus intensifs en travail et dégageant davantage de valeur ajoutée par hectare.

Dans les conditions des fronts pionniers des zones humides, sans capital et faiblement outillé (machette, houe), un agriculteur ne disposant que de ses deux bras pour travailler parvient difficilement à enrayer le recrû extrêmement vigoureux de la végétation arborée, et reste condamné à la répétition des essarts à maïs. Dans les années 1950, ce processus aurait permis, malgré tout, un début d'accumulation basé sur les surplus de maïs transformés en porcs gras et vendus ainsi plus facilement hors de la région. Mais les rapports de prix qui s'établissent ensuite (figure 1) donnent l'avantage à la viande bovine. Seul le développement de cette production permet alors d'accroître la productivité du travail et sa rémunération. Alors que la mise en valeur de la dotation foncière commence nécessairement par la mise en place de cultures vivrières (maïs, haricot) après



Source : H. Cochet, E. Léonard et B. Tallet, d'après les données rassemblées dans INEGI-INHA, 1986.

Fig. 1 Évolution des rapports de prix viande bovine/viande porcine/maïs au Mexique 1927-1978 (monnaie cot., indice 100 en 1927)
Trends in the pork/beef/maize price ratios in Mexico 1927-1978 (index 100 in 1927)

abattis brûlés au rythme d'un ou deux hectares par an (surface à la fois limitée par les outils manuels dont disposent les migrants et par les difficultés d'écoulement d'un éventuel surplus), les surfaces ainsi déboisées sont peu à peu ensemencées en graminées fourragères puis clôturées, contribuant peu à peu à l'amélioration du fond.

Encore fallait-il, pour que ce mouvement général de spécialisation se développe dans les *ejidos*, que les bénéficiaires de la réforme agraire eussent accès au capital nécessaire au démarrage d'un atelier d'élevage. Ce fut partiellement le rôle joué pendant les années 1970 par l'ouverture de lignes de crédit public à taux bonifié, au bénéfice du secteur *ejidal*. Mais ces crédits étaient assignés sous une forme collective à des « groupes de solidarité », dont la constitution et le fonctionnement étaient fréquemment organisés par des « caciques » locaux liés aux structures régionales de pouvoir. Ces intermédiaires politiques ont généralement monopolisé l'accès au bétail au profit de leur propre clientèle et sont même souvent parvenus à s'approprier les pâturages enclos mis en place par le collectif (Léonard, 2009).

Ainsi, sauf à s'insérer dans ces dispositifs clientélistes, et même souvent dans ce cadre, la majorité des producteurs, fraîchement installés sur leur dotation et démunis de tout, n'ont ainsi eu d'autre choix que de se tourner vers les

grands éleveurs qui les avaient précédés pour obtenir les quelques têtes de bétail indispensables au démarrage de leur nouvelle activité : un nouveau rapport social était né, le bail à cheptel ou métayage d'élevage.

Jusqu'à cette époque, les contrats *a medias* sur le maïs (mais très vite sur l'ensemble des ressources fourragères) s'inscrivent dans la « tradition » préévolutionnaire : c'est toujours le détenteur du foncier, dans un contexte de large monopole, qui apporte aussi la plus grande part du capital (fixe et circulant) au processus de production. Mais la réforme agraire vient créer les conditions d'une inversion spectaculaire de ce rapport social. Massivement relancée à des fins de colonisation agricole, elle permet à des centaines de milliers de paysans de devenir détenteurs d'un droit foncier pérenne et sécurisé en situation de front pionnier. Mais à défaut d'élargir l'accès aux autres facteurs de production, notamment le capital fixe et circulant, la réforme agraire conduit au foisonnement de contrats agraires où le détenteur du foncier – le bailleur – voit son rôle limité à la production de fourrage et se retrouve en situation de dépendance vis-à-vis du « preneur » capable de fournir le capital nécessaire au processus de production. Il s'agit d'une véritable inversion des positions socio-économiques respectives du métayer et de son « patron »² : le « métayer » n'est plus celui qui négocie, en échange d'une partie de son travail, un accès au foncier, mais bien désormais un accès au capital.

Les baux à cheptel apparaissent dès les années 1950-1960 dans les « poches » d'agriculture ejidales qui jouxtent les régions dominées par la moyenne et grande propriété privée. Ils sont proposés par les grands éleveurs, soucieux de placer leur cheptel excédentaire (au regard de la capacité fourragères de leurs propres pâturages) en lots chez de petits producteurs en quête de capital vif (Colin de Verdière et Karcher, 2005 ; Delalande et Mathieu-Colas, 2005 ; Léonard, 2009). Mais c'est à partir des années 1970 que ce type d'arrangement connaît une véritable explosion dans tout le sud-est du Mexique, avec le développement des crédits à taux bonifiés et leur injection dans les systèmes clientélares régionaux structurés par les grands éleveurs privés.

3 Bail à cheptel et front pionnier dans le sud-est mexicain (État de Veracruz)

3.1 Le métayage d'embouche associé à la phase pionnière

Dans les zones de colonisation du Sud-Veracruz, le développement et la généralisation des contrats d'élevage à part de fruits sont historiquement associés à la phase d'expansion et de consolidation des activités d'embouche autour des

2 Ces situations dans lesquelles des petits propriétaires cèdent en faire-valoir indirect une partie ou la totalité de leurs disponibilités foncières à de grands propriétaires ou des détenteurs de capital circulant sont qualifiées de *reverse tenancy* dans la littérature économique (Binswanger et Rosenzweig, 1984 ; Colin, 2003).

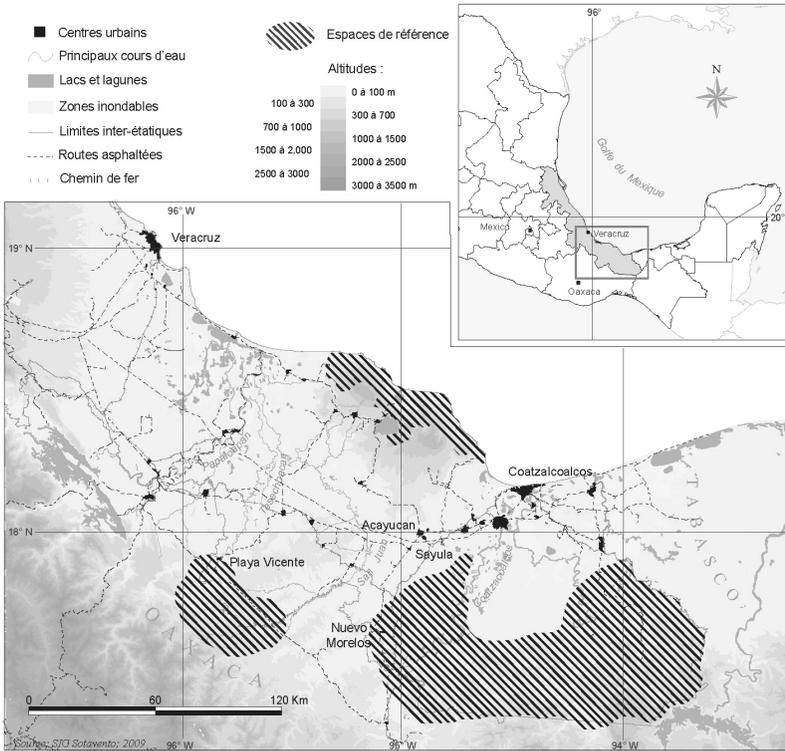


Fig. 2 Situation des espaces de référence dans l'Isthme du Veracruz
Location of reference areas in the Isthmus of Veracruz

grands opérateurs privés constituant le noyau du pouvoir politique et économique régional. Ces grands entrepreneurs, qui s'étaient approprié les terres situées au confluent des principaux axes routiers et des voies de pénétration vers les zones de colonisation ejidale, ont exercé un contrôle presque absolu sur les crédits publics et privés alloués à l'élevage, mais aussi, dans une grande mesure, sur les processus de distribution de terres dans le cadre de la réforme agraire, entre 1960 et 1980 (Léonard, 2009). L'activation par l'État du front pionnier paysan, au cours des années 1970 et 1980, leur a fourni une base d'expansion spatiale de leurs activités, en leur permettant de transférer aux nouveaux *ejidatarios* les tâches de production de fourrage et de viande dont ils détenaient le monopole de la mise en marché.

Dès la fin des années 1960, avec le développement des infrastructures routières, qui permettaient aux grands éleveurs de s'approvisionner en taurillons maigres de 18 mois à un faible coût (et sur la base de leur contrôle sur les crédits bancaires) dans les régions sèches du versant pacifique (côte de Chiapas et de Oaxaca, Guerrero, Michoacán), les rapports de métayage se sont structurés autour de l'embouche des animaux fournis aux *ejidatarios* par les « patrons » de la filière.

C'est ainsi que, dès que la progression des défrichements et la substitution des cultures vivrières par les pâturages le justifiaient, les grands opérateurs régionaux s'alliaient avec les dirigeants des *ejidos* en leur proposant généralement un contrat d'embouche collective sur les terrains récemment mis en herbe. Par la suite, si cette première tentative avait donné satisfaction, les arrangements pouvaient prendre une forme individuelle, même si le même dirigeant assumait fréquemment des fonctions centrales d'intermédiaire et de garant de la production vis-à-vis du commanditaire.

Ces contrats incluait la fourniture de fil de fer barbelé et celle de taurillons de 16 à 18 mois (soit 200 kg de poids vif environ), à raison d'une tête par hectare et pour un cycle d'embouche de 18 à 24 mois. Ils comprenaient éventuellement les produits vétérinaires indispensables aux activités d'embouche, ainsi que, plus rarement, certaines avances en numéraire. Une fois que les animaux avaient atteint un poids vif de 450 à 500 kg, le commanditaire décidait du moment de leur vente, en fonction de la situation du marché et de ses propres contraintes économiques. Le gain monétaire correspondant à la prise de poids des animaux était alors partagé entre les deux parties, une fois déduites les avances en intrants et numéraire effectuées par le propriétaire du bétail.

Ces clauses formellement équilibrées masquaient des mécanismes asymétriques de répartition de la valeur ajoutée. En premier lieu, le poids des taurillons mis au pâturage était évalué à vue, sans pesée ; en second lieu, le mode de calcul de la valeur créée au cours du processus d'embouche attribuait un prix/kg identique aux taurillons « finis » et aux taurillons maigres, quand leur valorisation sur le marché était nettement différenciée en faveur des premiers ; troisièmement, l'implication des grands éleveurs dans les chaînes de commerce du bétail leur permettait de réaliser d'importantes marges à la fois sur le placement des animaux maigres qu'ils acquéraient dans les régions sèches et sur la vente des taurillons finis qu'ils écouaient sur les marchés régionaux ou nationaux ; enfin et surtout, le métayer assumait l'ensemble des coûts de production et d'entretien des pâturages (fauche des refus, réparation des clôtures), ainsi que les éventuelles pertes d'animaux (mortalité). En cas de non-renouvellement du contrat, le commanditaire récupérait de surcroît le capital fixe (fil de fer barbelé) qu'il avait investi sur l'exploitation de son métayer.

3.2 Diversité des contrats à part de fruits

Les types de baux à cheptel décrits précédemment ont été dominants sur la façade atlantique, dont l'approvisionnement en animaux maigres était assuré par les régions tropicales plus sèches de la façade pacifique. Ils correspondent globalement à la phase pionnière d'ouverture de nouveaux espaces productifs. Mais avec le temps, des adaptations se sont faites jour, comme, par exemple, avec les contrats naisseurs qui se sont mis en place dans les quelques régions du sud-est mexicain moins favorables à l'embouche à l'herbe (étiage fourrager prononcé en saison sèche), ou dans les régions « stabilisées » en arrière du front, voire même, plus tardivement, sur le front même de colonisation agricole (*infra*).

Les petits producteurs *ejidatarios* ont alors été sollicités par des éleveurs pour assurer leur approvisionnement en animaux maigres, alors que ceux-ci spécialisaient leur propre exploitation dans l'embouche. Les arrangements correspondants incluaient le placement de génisses, ainsi que d'un taureau reproducteur, et prévoyaient la répartition des animaux nés entre les deux parties, l'éleveur engraisseur prélevant en priorité les mâles et laissant les femelles à son métayer³. Ce type d'arrangement était recherché par les petits producteurs de fourrages, dès lors qu'il leur fournissait un accès à des reproductrices pouvant leur assurer à termes une autonomie productive plus rapide que dans le cas du métayage d'embouche.

Dans la région de l'Uxpanapa, située au centre de l'Isthme de Tehuantepec et colonisée tardivement, les premiers contrats ont parfois été obtenus à des conditions particulièrement défavorables pour celui qui se voyait confier la garde du bétail : 1/3 des produits seulement lui était dû, les deux tiers restants revenant au propriétaire du bétail, les animaux morts devant de surcroît être remplacés par le métayer. Parfois encore, l'accord concernait de très jeunes génisses de 8 mois et était conclu pour les trois premières mises-bas, prévoyant *ex ante* la répartition par moitié d'un nombre de jeunes bovins portant sur le triple des animaux confiés en vertu de l'hypothèse assez irréaliste d'une mise-bas en moyenne par vache et par an. Le déficit de veaux imputable au jeune âge des génisses confiées et aux accidents de fertilité était dès lors prélevé sur la part du gardien. C'est ainsi qu'un groupe d'agriculteurs de l'*ejido* El Progreso, dans l'Uxpanapa, ne put compter que sur 80 veaux nés des 40 génisses qui leur avaient été confiées (en 1995), à l'issue des 3 mises-bas (un taux normal dans les conditions sanitaires de la région), au lieu des 120 théoriquement prévues. 60 animaux furent « rendus » au propriétaire en même temps que les 40 vaches confiées, le groupe ne récupérant au terme du contrat que les 20 produits restants⁴. De surcroît dans ce type de contrat, la croissance des jeunes génisses jusqu'à leur première mise-bas (deux à trois années complètes environ), était entièrement à la charge des preneurs⁵.

3.3 Diviser pour régner : les baux à cheptel proposés dans les communautés indiennes

Le municipe de Playa Vicente, au contact de la sierra de Oaxaca au peuplement zapotèque et de vastes espaces progressivement colonisés au cours du XX^e siècle, fournit des exemples d'évolution des baux d'élevage avec le maintien et le renouvellement des relations entre métayers indiens et propriétaires métis du cheptel municipal. Au début du XX^e siècle, l'introduction des cultures commerciales

3 Les bailleurs de bovins peuvent être aussi des éleveurs de taille moyenne (50 à 200 has), qui confient leurs génisses excédentaires à part de fruit pour « sous-traiter » une partie du processus naisseur à leurs voisins moins bien dotés (X. Colin, communication personnelle).

4 Enquête réalisée avec Xavier Colin (mai 2001). Voir aussi Colin X. (1999).

5 Les arrangements de métayage pour le naisseur sont abondamment documentés, dans des termes similaires à ceux observés dans la région de l'Isthme, dans le Nord du Golfe du Mexique ; voir notamment Aguilar Robledo (1992), Colin (2003 : 141-142), Hoffmann et Almeida (1995).

(riz, sésame et surtout café) dans les villages zapotèques fut encouragée par les commerçants du bourg de Playa Vicente qui en contrôlaient l'évacuation. Quand ce système de production est entré en crise, à la fin des années 1970, par suite notamment de l'effondrement des prix du café, les commerçants de Playa Vicente, en étroite collaboration avec les caciques indiens locaux, ont favorisé la reconversion des petites exploitations indiennes vers l'élevage, par l'essor des contrats *a medias* (Tallet, 2009).

Il est particulièrement intéressant de voir comment les relations contractuelles ont été instrumentalisées par les propriétaires dans la gestion des conflits fonciers qui les opposaient aux villages indiens. De nombreuses propriétés privées sont en effet situées dans des zones de contact entre les communautés indiennes densément peuplées et le chef-lieu municipal, qui sont objets de fréquentes disputes pour la terre. L'établissement de relations contractuelles a été géré comme un moyen de réduire ces tensions, en freinant l'entente au sein des villages zapotèques, ces considérations prévalant souvent sur la dimension proprement économique des arrangements *a medias*. Au tournant des années soixante-dix, temps fort des revendications d'extension des *ejidos* au détriment des zones de propriété privée, la teneur des contrats a notamment évolué quand il paraissait bon aux propriétaires de faciliter la constitution de troupeaux aux mains de certains métayers en leur offrant des baux de naissance, de façon à générer des dissensions et des jalousies au sein des villages indiens. Le cas de Playa Vicente est emblématique des situations où le placement du bétail n'est qu'un aspect du contrôle économique exercé sur les activités d'élevage, les propriétaires les plus puissants contrôlant les magasins d'intrants et les circuits de mise en marché des produits.

3.4 Dynamique du front pionnier et lenteur du processus d'accumulation pour les métayers

Le développement des contrats d'élevage à part de fruits s'inscrit dans des trajectoires d'accumulation et d'autonomisation productive particulièrement lentes, qui font contrepoint aux représentations généralement associées aux fronts pionniers. Pour l'immense majorité des migrants nouvellement dotés en terre mais dépourvus du capital nécessaire pour la mettre en valeur, ces processus d'accumulation se manifestent d'abord par l'amélioration du fond : transformation progressive des friches arborées en herbages, subdivisions et clôtures en fil de fer barbelé, puis plantation de haies vives. Les pâturages sont par ailleurs entretenus par des passages répétés d'herbicides anti-dicotylédones, équipés d'abreuvoir et de corral de contention, peu à peu semés d'espèces fourragères plus productives, ce qui représente un signe fort d'intensification fourragère.

Ce processus d'aménagement foncier – et les transformations du paysage qu'il induit – pouvait être fort avancé sans que pour autant l'accumulation de bétail, autre volet de l'accumulation du capital, ne permette de valoriser la capacité fourragère des exploitations hors du recours aux contrats à part de fruits. Souscrits dans le but d'acquérir le capital productif leur faisant défaut, ces

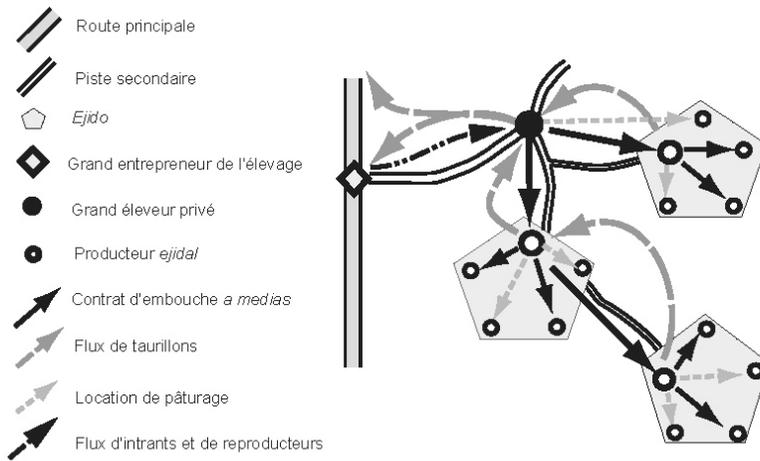
arrangements tendaient de fait à maintenir les pionniers dans une situation de dépendance structurelle vis-à-vis des pourvoyeurs de bétail. Du fait de la forte mortalité animale, des coûts d'entretien des pâturages et des clôtures, et des asymétries de marché imposées par les grands éleveurs, les gains enregistrés par les métayers débouchaient rarement sur un processus d'autonomisation productive. L'acquisition graduelle d'un nombre suffisant de génisses (20 à 30) par les acteurs les mieux placés au sein des organisations *ejidales* demandait couramment 20 à 25 ans, soit le temps séparant deux générations.

On mesure de la sorte à quel point l'intensité des transferts de valeur ajoutée vers le propriétaire du bétail est liée à la rareté relative du capital chez les petits agriculteurs installés en front pionnier. Au contraire, lorsqu'un début d'accumulation avait déjà eu lieu sous forme d'aménagements parcellaires, l'accès au bétail pouvait se faire dans des conditions moins défavorables : les *ejidatarios* étaient alors en situation de négocier un contrat *a medias* leur assurant un partage effectif en deux parts égales des produits.

La lenteur du processus de constitution d'un troupeau en propre de la part du métayer a garanti aux grands opérateurs de l'élevage une stabilité des surfaces sur lesquelles ils pouvaient développer leurs activités, dès lors que la saturation graduelle de l'espace pastoral était compensée par la progression de la frontière agraire et l'installation des nouvelles générations de paysans. Tandis qu'en arrière du front pionnier, le processus d'accumulation permettait, sur un pas de temps au moins égal à la formation d'une nouvelle génération, aux bénéficiaires de la réforme agraire de devenir autonome après la constitution d'un petit troupeau de 15 ou 20 vaches-mères, l'avancée de la frontière agraire a ouvert aux grands éleveurs de nouveaux espaces sur lesquels ils pouvaient élargir autant que de besoin leurs réseaux clientélistes. Le déplacement du front de colonisation pendant quarante ans a ainsi fourni les bases de la reconduction des systèmes techniques et des rapports sociaux sur lesquels reposait la prospérité des grands éleveurs privés. Il n'est dès lors pas surprenant que les associations d'éleveurs, regroupant la grande bourgeoisie agraire des zones tropicales aient activement promu la colonisation paysanne du tropique humide (voir Léonard, 2009)...

Le métayage d'élevage a ainsi été à la fois au cœur du régime d'accumulation caractéristique de la frontière agricole autant qu'il en a constitué le principal mode de régulation. Il a servi de support à la diffusion des pratiques personnalisées de patronage politique et économique entre les grands opérateurs de la filière bovine, les petits et moyens entrepreneurs d'extraction paysanne et la masse des petits producteurs de fourrages. Ce système clientéliste de régulation économique et politique s'est cristallisé dans la constitution d'« archipels » territoriaux, vertébrés par les flux d'intrants et de produits de l'élevage, ainsi que par les échanges politiques (accès aux programmes publics de dotation en infrastructures par le biais des organisations corporatives d'éleveurs), et dont le centre était constitué par les grands *ranchos* privés des patrons de bétail, situés à proximité des grands axes de communication. Ces organisations admettaient le développement de sous-systèmes semi-autonomes, structurés par des relations et des logiques

similaires, mais coordonnés par des éleveurs de moindre rang, résidant dans les colonies agricoles ou dans des *ejidos* stratégiquement placés. Ces chefs de clientèle de second niveau sont cependant restés insérés dans les dispositifs de commercialisation du bétail gras et d'approvisionnement en intrants contrôlés par les grands entrepreneurs de l'élevage. L'articulation de ces systèmes à l'échelle du front pionnier a débouché sur la formation d'organisations spatiales en « grappe » ou en inflorescence, cristallisant les relations politico-productives de type interpersonnel et clientélistes (figure 3).



Source : Léonard (2009).

Fig. 3 Organisation de l'espace et des rapports de production autour de l'élevage dans la région de l'Isthme central

Organization of space and of production relationships around stock breeding in the Central Isthmus region

C'est ainsi que sont apparus de véritables « latifundia sans terre », formés d'un immense cheptel appartenant à un seul homme, mais placé chez un grand nombre de petits éleveurs *a medias* et dispersés sur un grand territoire. Certains notables de Nuevo Morelos, Sayula ou Acayucan, les centres de coordinations de l'élevage dans l'Isthme de Veracruz, plaçaient ainsi, qui 2 500, qui 10 000 têtes de bétail, et parfois davantage, dans toute la région de l'Uxpanapa. A. Playa Vicente, J. Domenge (2005) cite l'exemple de Don Humberto Andrade, qui fournirait des animaux à plus d'un millier de métayers. L'existence de ces « grands propriétaires sans terre » et les liens qu'ils entretiennent avec leurs obligés illustrent à merveille l'aboutissement exacerbé de ces rapports sociaux en front pionnier.

4 Processus d'intégration au marché nord-américain et évolution des prix relatifs : adaptations et reconfigurations des baux à cheptel

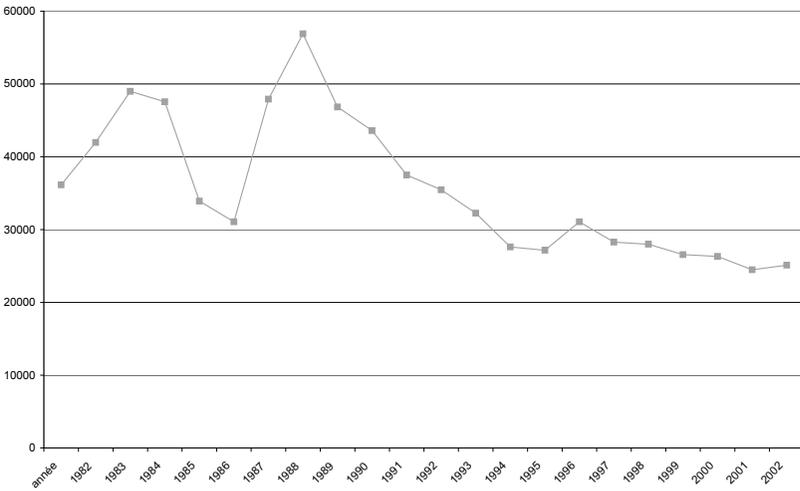
Avec l'épuisement de la frontière agraire, la révision radicale du rôle de l'État et les transformations de la filière bovine qui ont accompagné le processus de libéralisation économique, à partir de la seconde moitié des années 1980 et plus encore au cours des années 1990, les baux à cheptel ont souffert des transformations importantes, dont les plus notables concernent le recentrage des arrangements sur les activités de naissance et une diversification des modes de coordination entre patrons de bétail et petits producteurs paysans.

4.1 Une transformation radicale du cadre macro-économique et institutionnel de l'élevage tropical

Le processus de libéralisation de l'économie mexicaine et la répétition des crises financières (1982, 1994) qui ont accompagné autant qu'induit sa mise en œuvre (adhésion au GATT en 1986, ratification de l'ALENA en 1994) ont profondément changé le cadre macro-économique et institutionnel dans lequel s'inscrivaient les activités d'élevage⁶. Sur le marché de la viande bovine, l'ouverture des frontières a eu un double effet : d'une part, l'essor de la demande en animaux maigres (veaux, broutards et génisses) exportés aux USA pour l'engraissement en *feedlot* et d'autre part, une dépression des prix intérieurs de la viande liée à la concurrence des importations (viande congelée) dès avant la ratification de l'accord de libre-échange (figure 4).

Un autre facteur majeur de changements a résidé dans le tarissement des crédits bancaires à partir de la crise financière de 1994-1995, qui a vu une majorité des gros opérateurs privés, principaux bénéficiaires de ces crédits, mise en cessation de paiement du fait de l'envol des frais financiers. Les procédures de faillite financière ont également concerné de très nombreux groupes d'*ejidatarios* qui, à la fin des années 1980 et au début des années 1990, opéraient avec des crédits d'embouche à taux variable et qui se sont retrouvés depuis lors exclus des circuits de financement formel. La crise liée à l'intégration au marché nord-américain a ainsi frappé de façon indiscriminée l'ensemble des acteurs de la filière, mais elle a affecté en premier lieu les petits producteurs qui avaient entamé un processus de capitalisation en bétail et avaient pu diversifier leurs formes d'accès aux circuits de financement. Le fonctionnement des systèmes d'élevage a dû alors évoluer sous de nouvelles contraintes : fermeture des circuits d'approvisionnement à longue distance en broutards maigres et repli sur les ressources que peuvent fournir à cet égard les dispositifs clientélistes fonctionnant sur une base régionale.

6 Pour une présentation de l'impact de ces changements dans le sud du Veracruz sur les systèmes de production, voir Tallet y Palma, 2007.



Source : les auteurs, d'après les données de FAOSTAT pour la viande bovine, prix par tonne de carcasse tout bovin confondu (taurillon et vache de réforme) recalculé en pesos constants.

Fig. 4 La baisse du prix relatif de la viande bovine (en pesos constants 2005/tonne)
The fall in relative price of beef meat (in constant pesos 2005/tonne)

En outre, cette période a également été le cadre d'une reconfiguration profonde de la division interrégionale du travail dans la filière viande, dans le cadre de laquelle le Tropique humide perd sa vocation de terre d'embouche à l'herbe, pour se transformer en « pays naisseur » ou, pour le moins, de production d'animaux semi-finis (*media ceba*). La baisse du prix relatif de l'aliment du bétail (sorgho, maïs jaune, brisures de maïs, soja), liée à l'ouverture des frontières, alors même que l'épuisement du front pionnier renchérit le prix relatif de l'unité fourragère à base d'herbe, a conduit à une tendance lourde d'abandon de la finition à l'herbe des taurillons au profit de l'engraissement à l'auge, dans des ateliers hors-sol. Il en résulte un processus de « délocalisation » des activités d'embouche vers les centres d'importation de grains bon marché (ports, centres ferroviaires) et les centres de consommation (grandes villes de l'altiplano).

Enfin, l'épuisement des fronts pionniers, manifeste à partir du milieu des années 1980, remet en question la dynamique d'expansion des dispositifs clientélistes organisés par les très grands opérateurs de la filière bovine et la reproduction du principal mode d'accumulation et de régulation du front pionnier, constitué par les baux à cheptel.

Parallèlement, et conjointement à la crise économique qui a affecté les régions d'élevage, les changements institutionnels liés à la réforme de 1992 du secteur *ejidal* et la distribution de titres fonciers transférables ont fourni un support puissant au développement des migrations clandestines vers les États-Unis. La mise en gage de ces titres fonciers auprès des usagers locaux sert désormais

de condition d'accès aux prêts informels permettant de financer les services des passeurs. Le phénomène migratoire, au même titre que les recompositions de la filière bovine et la réforme de l'État mexicain, s'inscrit ainsi dans un cadre de remise en cause généralisé du rôle de l'élevage et des rapports de métayage dans les trajectoires d'installation des jeunes paysans, d'insertion dans les marchés agricoles et d'accumulation, qui avaient structuré la dynamique des zones de colonisation du Tropic humide durant plus de quarante ans.

4.2 Transformations de l'élevage tropical, recompositions des économies familiales et reconfigurations du métayage d'élevage

La seconde moitié des années 1990 et le début des années 2000 ont donc été marqués par une forte régression de l'embouche à l'herbe. Les tentatives de reconversion dans l'engraissement à l'auge, menées par certains grands éleveurs, ont fréquemment échoué face à la concurrence des élevages hors-sol de l'altiplano et des importations nord-américaines. Dans le Sud-Veracruz, seuls quelques très grands opérateurs de la région d'Acayucan sont parvenus à développer une telle spécialisation. De façon générale, les *ranchos* privés et les grandes exploitations *ejidales* se sont reconverties vers l'élevage de taurillons légers (*a media ceba*), destinés à être finis dans d'autres régions du pays. Il en résulte à la fois une accélération de la rotation du capital circulant suite à la réduction sensible de la présence des animaux sur l'exploitation et la possibilité d'augmenter les effectifs, à capital foncier constant.

En conséquence, la durée des contrats de métayage pour l'embouche a aussi diminué : en moyenne 15 mois pour les mâles *a media ceba*, 10 mois pour les génisses. Mais l'intérêt majeur du propriétaire des animaux n'en reste pas moins d'avoir recours aux pâturages des petites exploitations paysannes et à leur main-d'œuvre.

Or l'accélération récente des départs en migration et l'accroissement des revenus qui en résultent (transferts) posent en des termes nouveaux les contraintes de « capture » de la force de travail paysanne. En effet, une fois couverts les dépenses et les frais financiers liés au passage illégal aux États-Unis et réalisés les investissements initiaux d'aide à la famille ou d'amélioration de l'habitat, les stratégies de capitalisation des migrants passent en premier lieu par l'achat de bétail (Léonard *et al.*, 2005). À l'intérieur des familles, s'établissent ainsi des contrats intergénérationnels liant les enfants partis en migration et plaçant une partie de leurs économies dans l'achat de capital vif et les parents restés au village et priés de s'occuper *a medias* du troupeau ainsi constitué... (*ibid.* ; Domenge, 2005)

Ainsi, la reconversion des grandes et moyennes exploitations d'élevage dans la production de taurillons *a media ceba*, la chute de rentabilité du métayage d'embouche sur pâturage, les nouvelles contraintes d'approvisionnement en brouillards maigres (effondrement de l'accès aux crédits bancaires, réorientation de la production des régions sèches vers les embouches de l'altiplano), mais aussi le développement au sein des *ejidos* d'un élevage mixte lait-viande autonome

et associé aux transferts migratoires, ont conjointement pesé sur les modalités d'associations entre propriétaires de bétail et propriétaires de pâturages.

Les baux de naissance à part de fruits, dont les conditions se rapprochent des conventions de naissance qui étaient parfois passées durant la phase pionnière, évoluent de la sorte selon des modalités plus favorables aux métayers : le partage des animaux porte généralement sur les animaux effectivement nés au cours du contrat et non plus sur une évaluation *ex-ante* du nombre de naissances. Enfin, ces accords sont parfois assortis de crédits à la consommation, comme il était d'usage dans le cadre des conventions d'embouche.

Les accords de naissance peuvent également adopter des formes originales, à l'image des contrats de *ganado financiado* (littéralement « bétail préfinancé ») parfois proposés depuis le milieu des années 1990. Selon ces contrats, le patron vend à crédit au propriétaire du pâturage des génisses dont la valeur est établie par pesée à l'aune du prix de marché du taurillon. Les contrats sont établis pour une durée de cinq ans (correspondant en théorie à trois vêlages), à l'issue desquels le poids de livraison des génisses, augmenté d'un taux de 8 % annuels, est restitué à l'éleveur sous forme de taurillons⁷. Compte tenu du différentiel de prix du kg de poids-vif entre les vaches et les taurillons semi-finis (de l'ordre de 25 à 30 %), la rémunération du capital s'établit à environ 15 % annuels, un taux largement supérieur à celui que procurent des placements bancaires.

Ces processus d'accumulation dans le cadre des relations de métayage, s'ils peuvent déboucher sur une autonomisation du producteur paysan, sont toutefois contraints par la limite foncière représentée par les 20 hectares de la dotation *ejidale* et par la baisse tendancielle de la rentabilité de l'élevage. Tandis que l'essor récent des locations de terres au sein des *ejidos* introduit une nouvelle souplesse dans les dynamiques d'ascension sociale de ceux qui ont réussi à engager un processus d'accumulation, la baisse des prix relatifs (figure 4) touche de plein fouet des dizaines de milliers de petits producteurs, alors même que leur autonomie vis-à-vis des bailleurs de cheptel est très récente. Ces petits producteurs sont les premières victimes de la crise, l'organisation d'un atelier de finition à l'auge leur étant totalement fermée et le développement de la production laitière ne pouvant constituer une porte de sortie (transitoire) que pour une partie limitée d'entre eux.

5 Conclusion

Pendant la deuxième moitié du XX^e siècle, le métayage s'est érigé comme le principal mode de régulation (économique, politique, sociale) et a été au cœur

7 Ainsi, dix génisses de 300 kg, représentant un poids vif total de 3 000 kg, devront donner lieu à un paiement d'intérêts sous la forme de 240 kg de poids vif de taurillon (8 %) par année. Au terme des cinq années de contrat, le propriétaire du pâturage devra livrer à son patron 4 410 kg de taurillons soldant le capital et les intérêts du capital livré (3 000 kg représentant le capital et 1 410 kg représentant les intérêts composés du prêt).

du régime d'accumulation sur les fronts pionniers mexicains. Cette caractéristique s'inscrit dans le temps long de la colonisation des zones tropicales sèches et humides, aussi bien sur le versant pacifique que sur le pourtour du Golfe du Mexique, où l'élevage bovin a constitué le moteur économique et le support institutionnel de l'appropriation des ressources dès la fin du XIX^e siècle. Dans le cadre de la colonisation récente du tropique humide (1950-1980), l'efficacité économique et socio-politique des baux à cheptel et leur généralisation a été étroitement associée au contrôle exercé par les éleveurs, à la fois sur le dispositif d'allocation des terres aux nouveaux arrivants et sur celui des ressources financières, durant une période de disponibilité maximale de ces deux facteurs.

Par la généralisation de ces baux à cheptel, le rapport au foncier devient un élément secondaire de la négociation en même temps que s'affaiblit la position de son détenteur, tandis que la maîtrise du capital assoit l'hégémonie du propriétaire du cheptel et en fait le centre de décision du système d'élevage mis en place. Ce nouveau « tenancier », éventuellement dépourvu de toute propriété foncière, mais capable de fournir la quasi-totalité du capital (fixe, circulant, social...) nécessaire au fonctionnement du système de production, prend la place du grand propriétaire d'antan dans les rapports sociaux et de pouvoirs au niveau local et régional. Il convient alors de se demander si cette inversion du rapport social au détriment du détenteur du foncier ne conduit pas à un retour à la constitution de grands domaines, non plus fonciers – comme le craignaient les opposants aux réformes de 1992 –, mais capitalistiques, dans le cadre desquels le véritable tenancier précaire (au sens de l'accès au capital et non à la terre) n'est autre que le petit propriétaire, bénéficiaire de la réforme agraire, mais contraint d'échanger ses ressources fourragères et sa force de travail contre le capital sur pied et l'accès aux marchés. Les baux à cheptel constituent dans ce contexte un rapport social inégalitaire, établi entre un tenancier détenteur du capital et un propriétaire qui en est largement dépourvu, et résultant en grande partie du monopole exercé sur la possession des facteurs de production clé du processus productif. Les transformations des filières agricoles associées au processus d'intégration économique renforcent d'ailleurs la dévalorisation du foncier au sein des ressources stratégiques de la production (intrants, moyens de transport, réseau de commercialisation). Après tant d'années de réforme agraire, la terre n'est plus, il s'en faut de beaucoup, le facteur privilégié dans la construction des monopoles et des rentes qui leur sont associées⁸.

On peut toutefois s'interroger sur le devenir de ce rapport social dans le contexte d'épuisement de la frontière interne qui établissait sa fonctionnalité. On peut en particulier faire l'hypothèse que la crise actuelle de l'élevage tropical est au moins autant la résultante de la dissolution des rentes associées à la frontière – faibles coûts relatifs du foncier et de la main-d'œuvre grâce aux projets de

8 Une telle évolution n'est pas réservée au secteur de l'élevage, mais peut être généralisée à l'ensemble des productions exigeant une forte mobilisation de capital fixe, circulant et relationnel dans un contexte d'intégration aux marchés internationaux.

colonisation, faible coût du capital circulant injecté par l'État et les institutions financières internationales, rentes de fertilité – que du processus d'intégration économique au marché nord-américain. Le système socio-économique qui fait du métayage d'élevage la clé de l'organisation productive, touche ici ses limites et alimente ses propres contradictions : la réduction des marges associée au repositionnement de l'élevage à l'herbe du tropique humide dans la filière viande pousse les éleveurs à concéder aux propriétaires de pâturages des conditions qui favorisent leur autonomisation productive et risquent de les couper à terme de l'accès à leurs sources de fourrage. Ce rapport social caractéristique de la frontière interne serait ainsi condamné à disparaître avec l'épuisement de cette frontière.

Mais cette crise s'accompagne, de façon apparemment paradoxale, du renouvellement des formes du métayage d'élevage et non de leur disparition. Car le phénomène migratoire, qui renforce les processus d'accumulation différentielle au sein de la société paysanne, risque fort de prolonger la fonctionnalité du métayage, en contribuant à la formation, à la fois de patrimoines-cheptel qui ont besoin d'une base fourragère, et de patrimoines fonciers sur lesquels l'acquisition de bétail sera la forme privilégiée d'accumulation. Les intérêts des éleveurs et des pères de migrants se rencontrent ainsi autour de la reproduction de l'institution, sous une forme renouvelée et parfois intrafamiliale.

AgroParisTech
UFR Agriculture comparée et développement agricole
16, rue Claude-Bernard, 75005, Paris
hubert.cochet@agroparistech.fr

IRD
unité de recherche « Dynamiques socio-
environnementales et gouvernance des ressources »
leonard@supagro.inra.fr

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
UMR PRODIG
btallet@univ-paris1.fr

Bibliographie

- Aguilar Robledo M., 1992. Los avatares de un proyecto regional : el caso de Pujal-Coy, *Problemas del Desarrollo*, XXIII : 66-95.
- Barragan E., Linck T., 1994. Los rincones rancheros de Mexico. Cartografía de sociedades relegadas, in E. Barragan *et al.* (coords) *Rancheros y sociedades rancheras*, Mexico, CEMCA – El Colegio de Michoacan – ORSTOM, 57-80.
- Brading D.A., 1988. *Haciendas y ranchos del Bajío ; Leon 1700-1860*. ed Grijalbo, SA (1re édition en anglais : Cambridge University, 1978).
- Binswanger H., Rosenzweig M., 1984, Contractual Arrangements, Employment, and Wages in Rural Labor Markets : A Critical Review, in : Binswanger, H. et M. Rosenzweig (éd.), *Contractual*

- Arrangements, Employment, and Wages in Rural Labor Markets in Asia*, New Haven, Yale University Press, 1-40.
- Cochet H., 1993. *Des barbelés dans la Sierra, Origines et transformations d'un système agraire au Mexique*. Paris : ORSTOM Editions, coll. A travers champs
- Colin J.-Ph., 2000. Le métayage au Mexique (xvi^e-xx^e siècle), *Histoire & Sociétés Rurales* n° 14, 1^{er} semestre 2000, 55-89.
- Colin J.-Ph., 2003. *Figures du métayage, Etude comparée de contrats agraires (Mexique)*, Paris, IRD Editions, coll. A travers champs.
- Colin X., 1999. *Histoire de la colonisation agro-pastorale des versants orientaux de la Sierra de los Tuxtlas, Veracruz (Mexique)*, Mémoire de DEA « Géographie et pratiques du développement », Paris, Université Paris-X – INAP-G, multigr.
- Colin de Verdière K., Karcher I., 2005. *Analyse-diagnostic des systèmes agraires du bassin laitier de Playa Vicente et Isla, Sud du Veracruz, Mexique*, in IRD/CIESAS, 2005, *Historias de hombres y tierras en el Sotavento veracruzano* (vol 2) CD, p. 238-306.
- Delalande L., Mathieu-Colas L., 2005. *Analyse-diagnostic d'une petite région agricole de la Costa Chica, Guerrero, Mexique*. Mémoire DAA, Agriculture Comparée et Développement Agricole, Paris, INAPG.
- Domenge J., 2005. *Origines et transformations d'un système d'élevage de bovins d'emboche dans la région tropicale humide du sud Veracruz (Mexique)*. Mémoire de DEA INAPG – Université de Paris X.
- Feder E., 1982. Vacas flacas, ganaderos gordos. Las ramificaciones internacionales de la industria del ganado en México, in *El desarrollo agroindustrial y la ganadería en México*, México, D. F., SARH : 242-361.
- Fernández L., M. Tarrío, 1988. Ganadería y crisis alimentaría, *Revista Mexicana de Sociología*, vol. L (1) : 51-96.
- Gledhill J., 1991. *Casi Nada : A Study of Agrarian Reform in the Homeland of Cardenismo*, Austin, University of Texas Press.
- Hoffmann O., Almeida E., 1995. Mercado de tierras en la región de Martínez de la Torre, Veracruz, in *Mercado de tierras en México*, Rome, FAO – UAM-Xochimilco, 23-66.
- INEGI-INHA, 1986 : Estadísticas históricas de Mexico, t I et II, Mexico
- Léonard E., 1995. *De vaches et d'hirondelles. Grands éleveurs et paysans saisonniers au Mexique*, Paris, ORSTOM, coll. A travers champs.
- Léonard E., 2009. Los empresarios de la frontera agraria y la construcción de los territorios de la ganadería. La colonización y la ganaderización del Istmo central, 1950-1980, in E. Velázquez, E. Léonard, O. Hoffmann & M.-F. Prévôt-Schapira, (coords), 2009 *El Istmo Mexicano. Una región inasequible. Estado, poderes locales y dinámicas espaciales (siglos XVI-XXI)*, México, CIESAS-IRD : 497-569.
- Léonard É., Quesnel A., del Rey A., 2005. De la comunidad territorial al archipiélago familiar. Movilidad, contractualización de las relaciones familiares y desarrollo local en el sur del estado de Veracruz, *Estudios Sociológicos*, 64, 557-589.
- Morett J., 1992. *Alternativas de modernización del ejido*, México, Ed. Diana.
- Morin C., 1979. Michoacán en la Nueva España del siglo XVIII, *crecimiento y desigualdad en una economía colonial*, Mexico, Tierra Firme, Fondo de Cultura Economica.
- Mummert G., 1987. The Transformation of the Forms of Social Organization in a Mexican Ejido (1924-1981), *International Social Science Journal*, 39(4), 523-541.
- Reig N., 1982. El sistema ganadero-industrial : su estructura y desarrollo, 1960-1980, in *El desarrollo agroindustrial y la ganadería en México*, México, D. F. SARH, 20-239.

- Revel-Mouroz J., 1971. *Aménagement et colonisation du Tropic Humide*, Paris, Travaux et Mémoires de l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine.
- Szekely M., Restrepo I., 1988. *Frontera agrícola y colonización*, México, Centro de Ecodesarrollo.
- Tallet B., 2009. Un siglo de expansión de la ganadería en el municipio de Paya Vicente, in M.T. Rodriguez y B. Tallet (ed.), *Historias de hombres y tierras. Una lectura sobre la conformación territorial del municipio de Playa Vicente*, Veracruz, Mexico, CIESAS-IRD, 123-170
- Tallet B., Palma R., 2007. ¿Hacia un nuevo ordenamiento del espacio rural en el Sotavento veracruzano ? pp. 350-369, in M. Estrada et P. Labazée (coords.), *Globalización y localidad : espacios, actores, moviidades e identidades*. México, IRD-CIESAS, 640 p.
- Toledo A., 1984. *Como destruir el paraíso*, México Ed. Océano – Centro de Ecodesarrollo.
- Tortolejo Villaseñor A., 1997. Contrats, innovation agricole et évolution du paysage agraire au Mexique (1890-1914), in *Exploiter la terre Les contrats agraires de l'Antiquité à nos jours*, Actes du colloque de Caen (10 au 10 septembre 1997), Bibliothèque d'histoire rurale 7, 277-292.
- Villafuerte D., García M.C., Meza S., 1997. *La cuestión ganadera y la deforestación. Viejos y nuevos problemas en el trópico y Chiapas*, Tuxtla Gutiérrez, Chis., Universidad de Ciencias y Artes del Estado de Chiapas-Gobierno del Estado de Chiapas.